



54 chefs d'État  
africains prennent  
position dans le  
cadre de l'UA

---



# Les étapes majeures d'un grand mouvement international

Nous avons porté ce message en Afrique, en Europe, aux États-Unis et dans la péninsule arabique. Cette plaidoirie formalisée par un texte court *Energies pour l'Afrique* a été présentée à tous les chefs d'État africains, séparément puis collectivement, au Sommet des chefs d'État de l'Union africaine de juin 2015, au Parlement panafricain, à la Commission européenne, au Parlement européen, à la Banque mondiale, au Fonds Monétaire International (FMI), et dans toutes les instances internationales, notamment à l'occasion des entretiens passés avec le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon.

## Une dynamique puissante, unanime et concrète – Toutes les étapes préalables ont été franchies

- Une position unanime des 54 chefs d'État, le 15 juin 2015, dans le cadre du Sommet de l'Union africaine, sur présentation du Président Macky Sall, Président du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), rappelant la priorité absolue à l'énergie, la création d'un instrument dédié, doté de 3 milliards de dollars de subventions par an, pendant 10 ans, grâce à la solidarité internationale

- Un vote unanime du Parlement panafricain, le 7 octobre 2015
- La lettre commune des chefs d'État africains adressée au Président de la COP21, le 1<sup>er</sup> décembre 2015, confirmant cette volonté unanime
- L'appel solennel du Président du Parlement panafricain à l'Europe et à la France, à la tribune de l'Assemblée nationale, le 3 novembre 2015
- L'inscription de « l'électricité pour tous » comme besoin universel et la nécessité de promouvoir l'énergie durable, en particulier en Afrique (texte final de la COP21)
- La désignation du Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, comme porte-parole du continent pour mener à bien ce projet, lors du Sommet de l'Union africaine du 30 janvier 2016
- Les nombreuses réunions constructives avec les Commissaires de la Commission européenne, Neven Mimica, au Développement et à la coopération internationale, Miguel Arias Canete, à l'Énergie et à l'action climatique, et Pierre Moscovici, aux Affaires économiques et financières, le 8 mars
- La réunion constructive entre le Président du Parlement européen Martin Schulz et le Président du Parlement panafricain Roger Nkodo Dang, en présence de Jean-Louis Borloo, à Bruxelles le 19 avril 2016
- La réunion de travail avec les Présidents François Hollande, Alpha Condé et Maros Sefcovic, Vice-Président de la Commission européenne, en présence de Jean-Louis Borloo, le 22 avril à New-York
- Les réunions avec les autres services de la Commission : Félix Fernandez-Shaw, Conseiller Afrique, Développement durable et Climat au cabinet de Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Extérieures, Vice-Présidente de la Commission, Alain Leroy, Secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure
- Les réunions et soutien des personnalités du Parlement européen : Présidents et Vice-Présidents des groupes politiques et des commissions, et notamment Reiner Wieland, Linda McAvan, Claude Turmes, Guy Verhofstadt, Neoklis Sylikiotis, Louis Michel, Michèle Rivasi, Mariya Gabriel, Tokia Saifi, Gilles Pargneaux, Jean Arthuis et Dominique Riquet



- La présentation et le soutien des membres de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique-Pacifique-Caraïbes/ UE
- La participation au Sommet Africa-Europe Energy Partnership, les 16 et 17 mai, à Milan
- Les nombreuses réunions techniques avec les Directions générales de la Commission européenne : Dominique Ristori, Directeur général à l'Energie, Klaus Rudischhauser, Directeur général faisant-fonction au Développement et à la coopération internationale le 19 avril, Stefano Manservigi, nouveau Directeur Général au Développement et à la Coopération internationale, le 20 juin, Roberto Ridolfi, Responsable Croissance et développement, et Felice Zaccheo, Responsable Energie
- La réunion entre Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne et Jean-Louis Borloo le 31 mai à Paris
- La délibération de la CEDEAO sur la création du Fonds de soutien le 4 juin
- L'intervention à la Semaine de l'énergie durable, le 14 juin à la Commission européenne (Bruxelles)
- La réunion au Sommet entre Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, et le Président Alpha Condé à St Pétersbourg, le 16 juin 2016
- La participation à la table-ronde des bailleurs de fonds du secteur de l'énergie de l'Afrique centrale, le 17 juin 2016 à Bruxelles
- La réunion de travail, à Paris le 28 juin, avec les représentants de la Slovaquie, assurant la Présidence tournante de l'Union européenne de juillet à décembre 2016
- La réunion du Comité des opérateurs en Afrique, à l'initiative du Ministère des Affaires étrangères français, le 6 juillet à Paris
- Le rapport du Président Alpha Condé à ses pairs lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement à Kigali les 17 et 18 juillet 2016, et la délibération sur la structure de gouvernance de l'initiative africaine sur les énergies renouvelable
- La réunion entre le Directeur général européen Stefano Manservigi et le Président Alpha Condé, le 25 juillet à Conakry, pour évoquer les prochaines étapes opérationnelles du partenariat Europe-Afrique, suite à la délibération de Kigali
- La rencontre élargie des acteurs majeurs du partenariat Europe-Afrique, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 21 septembre, à savoir le Président Idriss Deby-Itno, le Président Alpha Condé, la Ministre Ségolène Royal, la Présidente de la Commission Nkosazana Dlamini-Zuma, le Président Akinwumi Adesina, le Directeur général européen Stefano Manservigi, et le Responsable d'unité énergie européen Felice Zaccheo

- La réunion avec Jocelyn Coulon, Conseiller principal sur les questions de paix et de sécurité du Ministre des Affaires étrangères canadien, Stéphane Dion, le 4 octobre 2016
- La participation au Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritime et le Développement en Afrique, le 15 octobre 2015 à Lomé (Togo)
- La discussion entre la Ministre marocaine Hakima El Haite, Présidente de la COP22, et le Premier ministre guinéen Mamadi Youla, le 23 octobre à Conakry, autour des enjeux de la COP de Marrakech pour les énergies durables en Afrique
- La présence accrue à la COP22 pour promouvoir la nécessité de l'accès à l'énergie en Afrique, notamment au cours des *side-events* des 10 et 16 novembre 2016, à Marrakech
- La réception du Trophée de la planète par le Président Alpha Condé, par la Ministre Ségolène Royal, pour ses services rendus en faveur de l'électrification de l'Afrique, lors de l'Africa Day, le 16 novembre, à Marrakech
- L'inscription de la priorité de l'énergie au Sommet de la francophonie, du 22 au 27 novembre 2016, à Madagascar



## **Aussi, l'Union européenne s'est déjà mobilisée, mais l'ampleur du défi et son urgence nécessitent :**

- un changement d'échelle, un changement de méthode,
- une priorité des financements de l'aide au développement pour l'électrification,
- une nouvelle gouvernance euro-africaine pour la gestion des fonds mobilisés pour l'énergie,
- un partenariat prévisible, garanti, efficace, pérenne, opérationnel, traçable, et évaluable.

L'Union européenne est le premier contributeur à l'aide au développement en Afrique. Au total, l'ensemble des instruments d'aide au développement dans le cadre financier pluriannuel s'élève à 70 milliards d'euros. Toutefois, le constat partagé est que celle-ci est éparse, à l'impact difficilement mesurable, et sans priorité vers l'énergie. De plus, une partie des crédits votés sont peu ou mal utilisés faute de projet, et les subventions à l'eau et à l'électricité ne représentent que 11% du total effectivement utilisé.

L'Union européenne a pris des initiatives pertinentes, telles que ElectriFI et le Fonds d'ajustement de La Valette, mais il s'agit d'aides ponctuelles. Le changement de méthode consiste à passer à un plan massif et coordonné par un partenariat Europe-Afrique en affectant directement à cette nouvelle gouvernance une partie des fonds d'aide au développement, de l'ordre de 3 milliards d'euros par an, la maquette budgétaire actuelle étant de 12 milliards d'euros par an.

Sans un changement radical de méthode en passant d'aide au développement à un plan structuré, précis, partenarial, la bataille pour l'électricité pour tous sera perdue.

## **Tout est donc prêt pour cette bataille et pour passer à l'action :**

- Une volonté politique totale des chefs d'État africains et du Parlement panafricain
- L'expression d'une volonté politique claire des Européens
- Un objectif : passer de 25% à 80% d'accès à l'énergie en 8 ans
- Une méthode : passer d'une logique d'aide au développement éparse à l'accès difficile, peu priorisée et peu traçable et lisible à un outil unique, transparent, opérationnel, concret, traçable et évaluable : le Fonds de Soutien à l'Électrification de l'Afrique doté d'une gouvernance partenariale Europe-Afrique venant en appui de tous les projets
- Des moyens : humains et financiers, appropriés, une part de subvention pérenne, automatique, garantie, permettant d'accompagner la soutenabilité financière de l'ensemble des projets (ordre de grandeur : 3 milliards par an pendant 10 ans)
- Une urgence historique : un plan de Paix, de croissance, par l'énergie Europe-Afrique